

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Jean-sur-Richelieu

Code géographique : 56083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

Organisme Saint-Jean-sur-Richelieu Code géographique 56083

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Raymond LeBlanc cpa,ca,F.admA, oma, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-30

Signature

Raymond LeBlanc

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,11,19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi, que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 3, qui précise que la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a adopté le chapitre SP 3410 - Paiements de transfert de façon rétroactive, sans redressement des soldes de l'exercice comparatif, alors que le MAMROT recommande une adoption rétroactive, avec redressement des soldes de l'exercice comparatif.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Deloitte, S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)

Brossard, Québec

1-CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

DATE 2014-04-30

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	106 529 678	110 795 160	111 510 479			111 510 479
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 589 079	7 628 724	7 354 204			7 354 204
Quotes-parts	3						
Transferts	4	9 153 844	9 276 669	12 993 566		482 592	13 090 268
Services rendus	5	8 692 293	7 764 933	8 755 950		5 814 492	14 570 442
Imposition de droits	6	6 448 507	5 430 500	6 372 625			6 372 625
Amendes et pénalités	7	3 486 628	4 330 000	3 562 295			3 562 295
Intérêts	8	1 230 260	985 000	1 542 012		4 671	1 546 683
Autres revenus	9	973 235	150 000	3 311 268			3 311 268
	10	144 103 524	146 360 986	155 402 399		6 301 755	161 318 264
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	3 497 051		2 907 469			2 907 469
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	7 699 114		11 147 240			11 147 240
Autres	15	713 686		3 285			3 285
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	11 909 851		14 057 994			14 057 994
	18	156 013 375	146 360 986	169 460 393		6 301 755	175 376 258
Charges							
Administration générale	19	13 531 940	15 649 312	15 724 692	790 988		16 515 680
Sécurité publique	20	27 128 394	27 996 330	28 385 983	1 254 549		29 640 532
Transport	21	25 982 671	28 522 006	27 735 017	7 765 644		35 500 661
Hygiène du milieu	22	21 960 834	21 011 966	22 049 835	9 117 790		31 167 625
Santé et bien-être	23	385 916	436 983	726 019	752		726 771
Aménagement, urbanisme et développement	24	6 095 910	5 644 567	8 816 338	49 258		8 865 596
Loisirs et culture	25	15 802 557	17 284 550	16 596 868	1 485 570	7 001 102	24 697 650
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	7 478 007	6 115 057	7 420 413		25 764	7 446 177
Amortissement des immobilisations	28	20 008 950	19 650 051	20 464 551	(20 464 551)		
	29	138 375 179	142 310 822	147 919 716		7 026 866	154 560 692
Excédent (déficit) de l'exercice	30	17 638 196	4 050 164	21 540 677		(725 111)	20 815 566

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2014-05-22"

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013		Total
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 638 196	4 050 164	21 540 677	(725 111)	20 815 566
Moins: revenus d'investissement	2	(11 909 851)	()	(14 057 994)	()	(14 057 994)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 728 345	4 050 164	7 482 683	(725 111)	6 757 572
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	20 008 950	19 650 051	20 464 551	96 449	20 561 000
Produit de cession	5	342 549		1 904 492		1 904 492
(Gain) perte sur cession	6	(100 283)		(1 788 199)		(1 788 199)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(1 136 946)		3 014 060		3 014 060
	8	19 114 270	19 650 051	23 594 904	96 449	23 691 353
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	304 936		2 283 452		2 283 452
Réduction de valeur / Reclassement	10	1 136 946		(3 014 060)		(3 014 060)
	11	1 441 882		(730 608)		(730 608)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12	20 000				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15	20 000				
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	700 026		1 515 371		1 515 371
Remboursement de la dette à long terme	17	(15 298 863)	(15 619 459)	(18 022 365)	(1 044)	(18 021 321)
	18	(14 598 837)	(15 619 459)	(16 506 994)	1 044	(16 505 950)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(4 525 946)	(6 262 151)	(5 616 820)	()	(5 616 820)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				627 618	627 618
Excédent de fonctionnement affecté	21	(145 288)		1 685 080		1 685 080
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 383 229)	(1 818 605)	(3 472 577)		(3 472 577)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	2 854 830		1 309 195		1 309 195
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(5 199 633)	(8 080 756)	(6 095 122)	627 618	(5 467 504)
	26	777 682	(4 050 164)	262 180	725 111	987 291
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 506 027		7 744 863		7 744 863

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>
					<u>Total</u>
					<u>consolidé</u> ¹
Revenus d'investissement	1	11 909 851		14 057 994	14 057 994
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
<i>Acquisition</i>					
Administration générale	2 (	406 602)	308 699)	93 164)	93 164)
Sécurité publique	3 (	885 936)	1 672 622)	916 794)	916 794)
Transport	4 (	15 410 739)	14 455 512)	19 171 110)	19 171 110)
Hygiène du milieu	5 (	15 315 817)	16 957 540)	12 585 770)	12 585 770)
Santé et bien-être	6 (	) )	2 555 999)))))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 330 914)	1 043 519)	11 155 686)	11 155 686)
Loisirs et culture	8 (	827 617)	3 739 680)	2 169 666)	2 169 666)
Réseau d'électricité	9 ())))))))
	10 (	34 177 625)	40 733 571)	46 092 190)	46 092 190)
Propriétés destinées à la revente					
<i>Acquisition</i>	11 (	3 567 789 )	) )	8 655 708)	8 655 708)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
<i>Emission ou acquisition</i>	12 ())))))))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	13 830 131	28 466 463	29 115 857	29 115 857
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	4 525 946	6 262 151	5 616 820	5 616 820
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	3 877 663	6 004 957	6 868 487	6 868 487
	18	8 403 609	12 267 108	12 485 307	12 485 307
	19	(15 511 674)		(13 146 734)	(13 146 734)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(3 601 823)		911 260	911 260

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 638 196	4 050 164	21 540 677	(725 111)	20 815 566
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(34 177 625)	(40 733 571)	(46 092 190)	()	(46 092 190)
Produit de cession	3	342 549		1 904 492		1 904 492
Amortissement	4	20 008 950	19 650 051	20 464 551	96 449	20 561 000
(Gain) perte sur cession	5	(100 283)		(1 788 199)		(1 788 199)
Réduction de valeur / Reclassement	6	(1 136 946)		3 014 060		3 014 060
	7	(15 063 355)	(21 083 520)	(22 497 286)	96 449	(22 400 837)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(2 125 903)		(9 386 316)		(9 386 316)
Variation des stocks de fournitures	9	(120 292)		(135 214)	1 776	(133 438)
Variation des autres actifs non financiers	10	(228 744)		116 743		116 743
	11	(2 474 939)		(9 404 787)	1 776	(9 403 011)
	12	99 902	(17 033 356)	(10 361 396)	(626 886)	(10 988 282)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	99 902	(17 033 356)	(10 361 396)	(626 886)	(10 988 282)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(140 269 760)		(140 169 858)	(439 844)	(140 609 702)
Redressement aux exercices antérieurs	16			(15 446 108)		(15 446 108)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(140 269 760)		(155 615 966)	(439 844)	(156 055 810)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(140 169 858)		(165 977 362)	(1 066 730)	(167 044 092)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012		2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	31 047 279	41 902 796	139 689	42 042 485
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	40 393 570	23 813 200	623 814	23 572 904
Prêts (note 6)	4	157 312	157 312		157 312
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	71 598 161	65 873 308	763 503	65 772 701
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	14 143 000	16 188 000		16 188 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	22 871 813	25 191 756	1 830 233	26 157 879
Revenus reportés (note 12)	13	10 414 296	9 933 499		9 933 499
Dettes à long terme (note 13)	14	157 333 410	170 016 215		170 016 215
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	7 005 500	10 521 200		10 521 200
	16	211 768 019	231 850 670	1 830 233	232 816 793
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(140 169 858)	(165 977 362)	(1 066 730)	(167 044 092)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	425 689 417	448 186 703	612 905	448 799 608
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	13 056 170	22 442 486		22 442 486
Stocks de fournitures	20	1 324 875	1 460 089	10 219	1 470 308
Autres actifs non financiers (note 17)	21	338 229	221 486		221 486
	22	440 408 691	472 310 764	623 124	472 933 888
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	6 520 265	7 759 128		7 759 128
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	26 651 736	28 375 848	(1 056 513)	27 319 335
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	16 068 155 ) (	27 917 567 ) (		27 917 567)
Financement des investissements en cours	26	(14 797 888)	(14 185 730)		(14 185 730)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	297 932 875	312 301 723	612 907	312 914 630
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	300 238 833	306 333 402	(443 606)	305 889 796

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2014-05-22"

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 638 196	21 540 677	(725 111)	20 815 566
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	20 008 950	20 464 551	96 449	20 561 000
Autres					
- Gain cession immobilisations	3	(100 283)	(1 788 199)		(1 788 199)
-	4				
	5	37 546 863	40 217 029	(628 662)	39 588 367
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	2 616 186	1 134 262	720 787	2 619 646
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	6 213 722	2 319 943	(96 566)	1 458 780
Revenus reportés	9	10 033 448	(480 797)		(480 797)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	2 847 200	3 515 700		3 515 700
Propriétés destinées à la revente	11	(3 262 849)	(6 372 256)		(6 372 256)
Stocks de fournitures	12	(120 292)	(135 214)	1 776	(133 438)
Autres actifs non financiers	13	(228 744)	116 743		116 743
	14	55 645 534	40 315 410	(2 665)	40 312 745
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	34 177 625 ) (	46 092 190 ) (	) (	46 092 190)
Produit de cession	16	342 549	1 904 492		1 904 492
	17	(33 835 076)	(44 187 698)		(44 187 698)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19	20 000			
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	20 000			
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	14 745 500	31 621 800		31 621 800
Remboursement de la dette à long terme	24 (	17 174 712 ) (	18 386 602 ) (	27 586 ) (	18 414 188)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(5 376 000)	2 045 000		2 045 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(227 081)	(552 393)		(552 393)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(8 032 293)	14 727 805	(27 586)	14 700 219
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	13 798 165	10 855 517	(30 251)	10 825 266
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	17 249 114	31 047 279	169 940	31 217 219
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	31 047 279	41 902 796	139 689	42 042 485

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé</u> ¹
Rémunération	1	43 181 017	45 739 990	45 428 677	1 060 777	46 489 454
Charges sociales	2	13 318 500	13 436 702	14 153 981	111 538	14 265 519
Biens et services	3	40 214 633	43 811 739	42 700 974	5 732 338	48 047 422
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	5 515 078	5 799 305	5 127 372	25 764	5 153 136
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	245 505	249 810	231 307		231 307
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 717 424	65 942	2 061 734		2 061 734
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	11 427 534	11 630 179	11 599 957		11 599 957
Autres	10		40 500	24 360		24 360
Autres organismes	11	1 520 214	1 665 604	2 202 296		2 202 296
Amortissement des immobilisations	12	20 008 950	19 650 051	20 464 551	96 449	20 561 000
Autres						
- Réclamation des dommages	13	137 795	221 000	210 827		210 827
- Coûts des terrains pour revent	14	304 936		2 283 452		2 283 452
- Subvention domiciliaire	15	783 593		1 430 228		1 430 228
	16	138 375 179	142 310 822	147 919 716	7 026 866	154 560 692

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	110 795 160	111 510 479	106 529 678
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 628 724	7 354 204	7 589 079
Quotes-parts	3			
Transferts	4	9 567 125	15 997 737	12 742 080
Services rendus	5	14 517 318	14 570 442	14 293 245
Imposition de droits	6	5 430 500	6 372 625	6 448 507
Amendes et pénalités	7	4 330 000	3 562 295	3 486 628
Intérêts	8	985 000	1 546 683	1 232 252
Autres revenus	9	150 000	14 461 793	9 386 035
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	153 403 827	175 376 258	161 707 504
Charges				
Administration générale	12	16 515 964	16 515 680	14 408 704
Sécurité publique	13	29 356 117	29 640 532	28 403 797
Transport	14	35 456 812	35 500 661	33 396 370
Hygiène du milieu	15	29 891 205	31 167 625	30 888 046
Santé et bien-être	16	437 735	726 771	386 668
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 727 187	8 865 596	6 145 168
Loisirs et culture	18	25 924 098	24 697 650	24 469 688
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	6 140 994	7 446 177	7 504 822
	21	149 450 112	154 560 692	145 603 263
Excédent (déficit) de l'exercice	22	3 953 715	20 815 566	16 104 241
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		300 520 338	284 416 097
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(15 446 108)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		285 074 230	284 416 097
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		305 889 796	300 520 338

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 953 715	20 815 566	16 104 241
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	46 092 190 ) (	34 663 623)
Produit de cession	3		1 904 492	342 549
Amortissement	4		20 561 000	20 105 399
(Gain) perte sur cession	5		(1 788 199)	(100 283)
Réduction de valeur / Reclassement	6		3 014 060	(1 136 946)
	7		(22 400 837)	(15 452 904)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(9 386 316)	(2 125 903)
Variation des stocks de fournitures	9		(133 438)	(132 287)
Variation des autres actifs non financiers	10		116 743	(228 744)
	11		(9 403 011)	(2 486 934)
	12	3 953 715	(10 988 282)	(1 835 597)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 953 715	(10 988 282)	(1 835 597)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(140 609 702)	(138 774 105)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(15 446 108)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(156 055 810)	(138 774 105)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(167 044 092)	(140 609 702)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	42 042 485	31 217 219
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	23 572 904	41 638 658
Prêts (note 6)	4	157 312	157 312
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	65 772 701	73 013 189
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	16 188 000	14 143 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	26 157 879	24 699 099
Revenus reportés (note 12)	13	9 933 499	10 414 296
Dette à long terme (note 13)	14	170 016 215	157 360 996
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 521 200	7 005 500
	16	232 816 793	213 622 891
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(167 044 092)	(140 609 702)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	448 799 608	426 398 771
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	22 442 486	13 056 170
Stocks de fournitures	20	1 470 308	1 336 870
Autres actifs non financiers (note 17)	21	221 486	338 229
	22	472 933 888	441 130 040
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	305 889 796	300 520 338

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	20 815 566	16 104 241
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	20 561 000	20 105 399
Autres			
- Gain cession immobilisations	3	(1 788 199)	(100 283)
-	4		
	5	39 588 367	36 109 357
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 619 646	2 738 756
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 458 780	7 124 375
Revenus reportés	9	(480 797)	10 033 448
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	3 515 700	2 847 200
Propriétés destinées à la revente	11	(6 372 256)	(3 262 849)
Stocks de fournitures	12	(133 438)	(132 287)
Autres actifs non financiers	13	116 743	(228 744)
	14	40 312 745	55 229 256
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(46 092 190)	(34 663 623)
Produit de cession	16	1 904 492	342 549
	17	(44 187 698)	(34 321 074)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		20 000
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		20 000
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	31 621 800	14 745 500
Remboursement de la dette à long terme	24	(18 414 188)	(17 201 472)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 045 000	(5 376 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(552 393)	(227 081)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	14 700 219	(8 059 053)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	10 825 266	12 869 129
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	31 217 219	18 348 090
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	42 042 485	31 217 219

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (la "Ville") est un organisme municipal créé le 24 janvier 2001 par le décret no 17-2001 du gouvernement du Québec. Conformément à la Loi sur l'organisation territoriale municipale, elle succède aux droits et obligations des anciennes villes de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Luc et d'Iberville, de la Municipalité de l'Acadie et de la Paroisse de Saint-Athanase.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés de la Ville présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville et ceux de l'organisme de son périmètre, soit:

La Corporation du Festival de Montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc. (La "Corporation"), constituée le 16 janvier 1992, en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle administre des activités touristiques reliées au domaine aéronautique.

Au cours de l'exercice 2013, l'administration municipale a versé à la Corporation des subventions totalisant 625 000 \$, dont 385 890 \$ comptant et 239 110 \$ sous forme de biens et services.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville applique la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subventions applicables.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

C) Actifs financiers

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile estimatives suivantes:

Infrastructures	: de 15 à 40 ans
Bâtiments	: de 30 à 40 ans
Améliorations locatives	: 15 ans
Véhicules	: de 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	: de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	: de 10 à 20 ans
Autres	: de 5 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats de l'exercice, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert en provenance des gouvernements sont constatés aux revenus de l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- le régime supplémentaire de retraite des cadres policiers.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec les salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour l'excédent de la charge de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés; cet excédent n'est pas amorti.

- l'employeur s'est également prévenu de mesure d'allègement consenti par le MAMROT selon lequel la portion d'intérêts ainsi que celle d'amortissement reliée aux pertes de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre la valeur des obligations et l'actif au 1er janvier 2009 pouvait être affecté aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisées ne peuvent excéder 7 % de la valeur des obligations du régime et doivent être totalement amortis sur une période maximale correspondant à la DMERCA. Aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Constataction des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont :

- Les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement;
- Les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et de l'actif au titre des avantages sociaux futurs;
- Les provisions à l'égard des passifs et de la provision pour contestation d'évaluation;
- Les provisions pour mauvaises créances à l'égard des débiteurs.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds réservé - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à des fins de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Le fonds réservé - Réfection et entretien de certaines voies publiques est constitué de sommes d'argent provenant de la perception des droits payables par les exploitants des carrières situées sur le territoire de la Ville. Les sommes reçues sont affectées à la réfection ou à l'entretien de certaines voies publiques.

Le fonds réservé - Amortissement est constitué de sommes d'argent provenant de la SQAE qui servira à diminuer la dette de la Ville lors de son refinancement.

Le fonds réservé - Assurance a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds servira également à indemniser des tiers pour des dommages subis et reliés à la responsabilité de la Ville.

Le fonds réservé - Environnement a été constitué pour pourvoir aux diverses initiatives de la Ville concernant l'environnement.

Le fonds réservé - Éventualités a été constitué pour pourvoir aux divers imprévus de la Ville durant un exercice financier.

Le fonds réservé - Déneigement a été constitué afin de se promouvoir des fluctuations d'enlèvement de la neige durant un exercice financier.

Le fonds réservé - Passifs environnementaux a été constitué pour pourvoir aux divers imprévus reliés à des sites contaminés.

Le fonds réservé - Projets majeurs a été constitué pour pourvoir aux divers projets de développement qui se présenteraient à la Ville.

Le fonds réservé - Remembrement de lot a été constitué pour acquérir des terrains en vue de développement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2013, la Ville a adopté la version révisée du chapitre SP 3410 - Paiements de transfert. En vertu de la norme révisée, un paiement de transfert est autorisé du point de vue du bénéficiaire lorsque le processus d'autorisation du gouvernement cédant est complété et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, dans la mesure où, les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Ainsi, pour les transferts pluriannuels octroyés par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement, chaque tranche annuelle de transfert doit faire l'objet d'un vote des crédits dans l'année en cause pour respecter les critères d'autorisation et permettre la constatation du revenu.

La modification de méthode comptable sur les paiements de transferts, appliquée de façon rétroactive sans redressement des états financiers consolidés de l'exercice antérieur a eu pour effet de réduire les débiteurs de 15 446 108 \$ et de réduire l'excédent accumulé au 1er janvier 2013 de 15 446 108 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

De plus, le Manuel de la présentation de l'information financière municipale exige que le financement à long terme des activités de fonctionnement soit reclassé dans les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. Cette exigence a eu pour effet d'augmenter les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir de 10 282 952 \$ et de diminuer l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs de 10 282 952 \$ au 1er janvier 2013.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	139 689	169 940
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
Le montant affecté est composé de l'encaisse de la Corporation du festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	6 271 298	5 499 551
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	9 651 909	26 772 317
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 607 024	1 768 005
Organismes municipaux	8		28 630
Autres			
- Amendes et frais	9	1 788 253	1 857 364
- Droits de mutations et autres	10	4 254 420	5 712 791
	11	23 572 904	41 638 658
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 082 878	3 510 308
Organismes municipaux	13		27 586
Autres tiers	14		
	15	3 082 878	3 537 894
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 838 664	2 225 471
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	157 312	157 312
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	157 312	157 312
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(2 523 700)	502 900
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(7 997 500)	(7 508 400)
	27	<u>(10 521 200)</u>	<u>(7 005 500)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	7 997 300	7 230 500
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	587 600	546 000
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	111 117	105 619
	33	<u>8 696 017</u>	<u>7 882 119</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires			
Les emprunts temporaires autorisés au 31 décembre 2013 s'élèvent à 96 471 929 \$. Les emprunts utilisés portent intérêt au taux préférentiel des différentes institutions financières auprès desquelles elles ont été contractées. Le taux préférentiel au 31 décembre 2013 était de 3 % (3 % en 2012).			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	12 373 712	12 804 948
Salaires et avantages sociaux	38	8 032 186	5 566 264
Dépôts et retenues de garantie	39	3 344 130	3 522 454
Provision pour contestations d'évaluation	40	29 404	67 169
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouv. du Québec et entreprises	42	668 619	616 811
- Gouv. du Canada et entreprises	43	205 684	304 703
- Organismes municipaux	44	51 465	47 702
- Intérêts courus sur dette	45	179 587	175 313
- Autres courus	46	1 273 092	1 593 735
	47	<u>26 157 879</u>	<u>24 699 099</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	94 605	112 715
Transferts	49	9 746 273	10 162 924
Autres			
- Carra	50	92 621	138 657
-	51		
	52	9 933 499	10 414 296

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013			2012			
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	5,30	2014	2023	53	166 074 000	151 756 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	3 533 460	4 616 262
Organismes municipaux					58		27 586
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60	1 433 810	1 433 810
					61	171 041 270	157 833 658
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(1 025 055)	(472 662)
					63	170 016 215	157 360 996

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2014	64	72	13 056 700	80	89	974 070	97	14 030 770
2015	65	73	17 000 600	81	90	848 122	98	17 848 722
2016	66	74	15 154 999	82	91	415 226	99	15 570 225
2017	67	75	14 154 900	83	92	264 521	100	14 419 421
2018	68	76	13 520 700	84	93	237 784	101	13 758 484
2019 et +	69	77	93 186 101	85	94	2 227 547	102	95 413 648
	70	78	166 074 000	86	95	4 967 270	103	171 041 270
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	166 074 000	88	96	4 967 270	105	171 041 270

Note

Dans le but de financer les cotisations d'équilibre à être versées à la caisse de retraite, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a émis en date du 17 mars 2008, deux obligations non négociables, pour un terme de 10 ans.

Ces obligations, rétroactives au 1^{er} janvier 2006 et 1^{er} janvier 2007, aux montants respectifs de 1 002 552 \$ et 431 268 \$ ne portent pas d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106 (150 887 992)	(123 666 779)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (16 156 100)	(16 915 337)
Autres	108	(27 586)
	109 (167 044 092)	(140 609 702)

Note

Au 1er janvier 2013, la Ville a adopté la norme SP 3410 - Paiements de transfert de façon rétroactive, sans redressement de l'exercice comparatif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	94 112 748	138	3 899 725	165	190 257	192	97 822 216
Eaux usées	111	219 452 021	139	5 224 776	166	23 157	193	224 653 640
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	175 796 383	140	5 679 661	167	33 243	194	181 442 801
Autres	113	31 016 495	141	565 643	168	558 276	195	31 023 862
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	43 588 808	143	49 883	170	8 103	197	43 630 588
Améliorations locatives	116	5 700 766	144		171		198	5 700 766
Véhicules	117	13 375 166	145	1 330 934	172	842 583	199	13 863 517
Ameublement et équipement de bureau	118	3 960 712	146	351 639	173	1 379 777	200	2 932 574
Machinerie, outillage et équipement divers	119	9 105 955	147	458 844	174	218 195	201	9 346 604
Terrains	120	15 696 169	148	6 943 981	175	94 852	202	22 545 298
Autres	121	30 118	149		176		203	30 118
	122	<u>611 835 341</u>	150	<u>24 505 086</u>	177	<u>3 348 443</u>	204	<u>632 991 984</u>
Immobilisations en cours	123	<u>40 202 060</u>	151	<u>21 587 104</u>	178	<u>3 014 060</u>	205	<u>58 775 104</u>
	124	<u>652 037 401</u>	152	<u>46 092 190</u>	179	<u>6 362 503</u>	206	<u>691 767 088</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	35 407 613	153	3 266 456	180	190 257	207	38 483 812
Eaux usées	126	78 054 913	154	5 655 761	181	23 157	208	83 687 517
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	67 003 607	155	6 073 107	182	33 243	209	73 043 471
Autres	128	10 681 832	156	1 499 225	183	558 276	210	11 622 781
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	20 427 135	158	1 160 817	185	8 103	212	21 579 849
Améliorations locatives	131	3 138 560	159	380 051	186		213	3 518 611
Véhicules	132	5 256 393	160	1 086 430	187	821 142	214	5 521 681
Ameublement et équipement de bureau	133	2 392 989	161	787 416	188	1 379 777	215	1 800 628
Machinerie, outillage et équipement divers	134	3 275 580	162	651 737	189	218 195	216	3 709 122
Autres	135	8	163		190		217	8
	136	<u>225 638 630</u>	164	<u>20 561 000</u>	191	<u>3 232 150</u>	218	<u>242 967 480</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>426 398 771</u>					219	<u>448 799 608</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Au cours de l'exercice, des propriétés destinées à la revente d'un montant de 3 014 060 \$ ont été reclassées dans les immobilisations. Cette opération est sans incidence sur les liquidités à l'état consolidé des flux de trésorerie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	22 029 312	12 637 901
Immeubles industriels municipaux	231	390 485	394 416
Autres	232	22 689	23 853
	233	22 442 486	13 056 170
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	22 442 486	13 056 170

Note

Au cours de l'exercice, des propriétés destinées à la revente d'un montant de 3 014 060 \$ ont été reclassées dans les immobilisations. Cette opération est sans incidence sur les liquidités à l'état consolidé des flux de trésorerie.

17. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance	236		6 000
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	237	221 486	332 229
-	238		
	239	221 486	338 229

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par des contrats d'informatique, de déneigement, d'entretien des espaces verts, de conciergerie, de location d'équipement et de contrats d'exploitation échéant jusqu'à 2028, à verser une somme totale de 68 122 894\$. Les versements des cinq prochains exercices sont exigibles comme suit:

2014	23 861 936 \$
2015	14 773 688 \$
2016	7 192 246 \$
2017	5 789 564 \$
2018	3 421 800 \$

La Corporation a octroyé la gestion du festival pour une somme minimale de 289 099 \$ en 2014, 294 881 \$ en 2015, 300 778 \$ en 2016 et 306 794 \$ en 2017.

La Corporation s'est engagée à assumer un bail de location d'un terrain échu depuis le 31 mars 2012. Le bail a été reconduit de façon tacite et devrait contenir sensiblement les mêmes conditions que le précédent. Les loyers futurs seront de 15 000 \$ en 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

i) La Ville est solidaire des obligations de l'École de gymnastique du Haut-Richelieu inc. envers la Caisse populaire Notre-Dame-Auxiliatrice pour un prêt à terme de 175 000 \$ sur l'immeuble sis au 125, rue Richelieu venant à échéance le 10 août 2026. Au 31 décembre 2013, le solde en capital du prêt est de 104 325 \$. La Ville par sa résolution 2013-09-0511 a cautionné L'École de gymnastique artistique du Haut-Richelieu Inc. pour financer le projet de construction du complexe sportif devant abriter un gymnase et un dojo. Aucun montant n'avait été emprunté au 31 décembre 2013.

ii) Le 18 février 2003, l'administration municipale s'est portée caution envers la Caisse populaire de Saint-Luc pour toutes dettes ou obligations de la Corporation du Festival de Montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc. pour un montant en capital maximal de 99 999 \$. Au 31 décembre 2013 il n'y a aucun solde à payer. Par contre le 11 juillet 2013 la Ville s'est portée caution envers la Caisse Desjardins de Saint-Jean-sur-Richelieu pour un montant de 90 000 \$. Au 31 décembre 2013 aucun montant n'avait été emprunté.

iii) La Ville est solidaire des obligations de Famille à Coeur inc. envers la Caisse populaire Desjardins de Saint-Jean-sur-Richelieu relativement à un prêt à terme de 600 000 \$ venant à échéance le 8 septembre 2030. Au 31 décembre 2013, le solde en capital du prêt est de 516 593 \$.

iv) Le 20 juin 2011, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu s'est portée caution en faveur de l'organisme Conférence St-Vincent-de-Paul de Saint-Luc d'un montant totalisant 600 000 \$ pour vingt ans. Au 31 décembre 2013, le solde en capital du prêt est de 411 261 \$.

v) Le 21 janvier 2013, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu s'est portée caution en faveur de l'organisme Télévision communautaire du Haut-Richelieu totalisant 240 000 \$ pour vingt ans. Au 31 décembre 2013, le solde en capital du prêt est de 238 365 \$.

vi) Le 3 décembre 2012, la Ville s'est engagée à cautionner l'emprunt hypothécaire qui sera contracté par l'Aréna Marcel-Larocque inc. au montant de 7 425 000 \$. Au 31 décembre 2013, le solde en capital du prêt est de 3 174 398 \$.

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites**Pluie du 29 juillet 2009**

La Ville a reçu des poursuites en dommages et intérêts pour une somme totale de 2 900 000 \$. L'issue de ces poursuites étant indéterminée, le règlement éventuel sera imputé à l'exercice où il se matérialisera.

Ouragan Irène du 28 et 29 août 2011

La Ville a reçu des poursuites en dommages et intérêts pour une somme totale de 4 737 000 \$. L'issue de ces poursuites étant indéterminée, le règlement éventuel sera imputé à l'exercice où il se matérialisera.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

d) Autres

Environnement

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans ce domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Opérations entre apparentés

La Ville est membre de la M.R.C. du Haut-Richelieu, organisme régional composé de 19 municipalités. Les charges de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2013 est de 11 290 526 \$.

La Ville s'est engagée envers l'Office Municipale d'habitation du Haut-Richelieu, en vertu du décret 17-2001 et des conventions avec la Société d'habitation du Québec et de l'Office municipal d'habitation du Haut-Richelieu. Lesdites conventions prévoient le paiement d'une subvention comblant 10 % du déficit d'exploitation des ensembles immobiliers administrés par l'Office. Le paiement de la subvention est lié au respect des conditions énumérées aux conventions. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2013 s'est élevée à 243 251 \$.

La Ville est membre du Regroupement des personnes handicapées du Haut-Richelieu qui assure un service de transport adapté. Le déficit de l'organisme est réparti entre les membres. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2013 s'est élevée à 309 431 \$.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 7 759 128	19 496 401
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 27 319 335	26 651 736
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (27 917 567 ) (	16 068 155)
Financement des investissements en cours	4 (14 185 730)	(14 797 888)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 312 914 630	285 238 244
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 305 889 796	300 520 338

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-JEAN)	8 63 244	71 152	
- SURPLUS RÉSERVÉ (IBERVILLE)	9 120 054	120 054	
- SURPLUS RÉSERVÉ (L'ACADIE)	10 21 373	109 390	
- SURPLUS RÉSERVÉ (VILLE)	11 11 140 705	12 729 860	
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17 11 345 376	13 030 456	
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- INTERNATIONAL DE MONTGOLFIÈRES	18 (1 056 513)		
-	19		
-	20		
	21 (1 056 513)		
Réserves financières			
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28 3 698 607	2 582 358	
Fonds parcs et terrains de jeux	29 1 650 988	2 062 586	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 1 323 581	1 699 631	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 1 001 362	777 792	
Financement des activités de fonctionnement	33 1 166 672	582 552	
Autres			
- ASSURANCE & FDS AMORTISSEMENT	34 1 145 886	1 234 202	
- ENVIRONNEMENT ET PASSIF ENVIR.	35 4 788 634	3 071 244	
- ÉVENTUALITÉ ET ÉQUIP. INFORM.	36 1 544 742	900 915	
- DÉNEIGEMENT	37 710 000	710 000	
	38 17 030 472	13 621 280	
	39 27 319 335	26 651 736	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (22 596) ()	(28 655)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 (4 969 600) ()	(4 969 600)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (9 316 700) ()	(7 590 500)
Autres	45 (848 300) ()	(940 600)
Régimes non capitalisés	46 (3 027 900) ()	(2 538 800)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (18 185 096) ()	(16 068 155)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	51 (9 732 471) ()	()
	52 (27 917 567) ()	(16 068 155)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 4 960 876	2 430 806
Investissements à financer	54 (19 146 606) ()	(17 228 694)
	55 (14 185 730)	(14 797 888)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations		
Immobilisations	56 448 799 608	426 398 771
Propriétés destinées à la revente	57 22 442 486	13 056 170
Prêts	58 157 312	157 312
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 471 399 406	439 612 253
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme		
Dette à long terme	62 170 016 215	157 360 996
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 1 025 055	472 662
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (3 082 878) ()	(3 537 894)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (9 732 471) ()	(1 044)
	66 158 225 921	154 294 720
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 258 855	79 289
	68 158 484 776	154 374 009
	69 312 914 630	285 238 244

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville est promoteur d'un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble de ses salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'années de service et sur la moyenne des cinq meilleures années de rémunération parmi les 10 dernières années de service. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 502 900	2 900 600
Charge de l'exercice	5 (7 997 300)	(7 230 500)
Cotisations versées par l'employeur	6 4 970 700	4 832 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 523 700)</u>	<u>502 900</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 122 526 100	109 080 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (144 750 200)	(133 095 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u>(22 224 100)</u>	<u>(24 015 800)</u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 19 700 400	24 518 700
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 523 700)	502 900
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 523 700)</u>	<u>502 900</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 122 526 100	109 080 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (144 750 200)	(133 095 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(22 224 100)</u>	<u>(24 015 800)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 7 403 600	7 216 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>7 403 600</u>	<u>7 216 800</u>
Cotisations salariales des employés	21 3 429 000	3 380 000
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 3 974 600	3 836 800
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 2 389 500	2 061 700
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres	28	
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>6 364 100</u>	<u>5 898 500</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 8 279 100	7 676 500
Rendement espéré des actifs	33 (6 645 900)	(6 344 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>1 633 200</u>	<u>1 332 000</u>
Charge de l'exercice	35 <u>7 997 300</u>	<u>7 230 500</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 10 076 400	1 755 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (<u>6 645 900</u>)	(<u>6 344 500</u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 <u>3 430 500</u>	<u>(4 588 900)</u>
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 001 700)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 030 000	5 045 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 131 912 600	108 588 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 1 433 800	1 433 820
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Mortalité 2013: UP94-AA(F:85%)	52	
- Mortalité 2012 : UP94-AA	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite. Ce régime comprend de l'assurance-vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance de soins dentaires. La dernière évaluation est en date du 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (7 508 400)	(7 058 900)
Charge de l'exercice	58 (587 600)	(546 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 98 500	96 500
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>7 997 500</u>)	(<u>7 508 400</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (5 247 200)	(7 749 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (2 750 300)	241 100
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>7 997 500</u>)	(<u>7 508 400</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 273 300	256 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	66
	273 300	256 900
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 () ()	68 273 300
	69 11 300	(3 800)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	71
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	72	73
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	75
Autres	76	77
-	284 600	253 100
Charge de l'exercice excluant les intérêts	303 000	292 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	587 600	546 000
Charge de l'exercice	587 600	546 000
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 2 980 100	(181 200)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 13	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,40 %	3,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 5,00 %	6,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 3,50 %	2,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2032	2025
Autres hypothèses économiques		
- Mortalité 2013: UP94-AA(F:85%)	86	
- Mortalité 2012: UP94-AA	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	89

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	19 312	31 105
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	65 081	81 450
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	46 036	24 169
98	111 117	105 619

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dette à long terme	1	171 041 270
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	19 146 606
Activités de fonctionnement à financer	3	258 855
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	145 886
Débiteurs	8	3 082 878
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	13 073 222
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 939 088
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	172 205 657
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	172 205 657
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	785 796
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	172 991 453
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	172 991 453
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2013	2013	2013	2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	80 241 747	80 972 541	80 972 541
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	5 455 290	5 462 498	5 462 498
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	85 697 037	86 435 039	86 435 039
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 701 365	5 567 056	5 567 056
Égout	11	4 610 907	4 613 718	4 613 718
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	8 851 093	8 811 548	8 811 548
Autres				
-paiements comptants	14		328 808	328 808
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	416 400	415 721	415 721
Service de la dette	18	5 518 358	5 338 589	5 338 589
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	25 098 123	25 075 440	25 075 440
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	25 098 123	25 075 440	25 075 440
	26	110 795 160	111 510 479	111 510 479
				106 529 678

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2013	2013	2013	2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	426 969	434 112	415 735
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	426 969	434 112	415 735
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	865 587	902 610	923 560
Cégeps et universités	33	434 806	438 525	466 555
Écoles primaires et secondaires	34	1 515 533	1 594 664	1 585 434
	35	2 815 926	2 935 799	2 975 549
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	3 242 895	3 369 911	3 391 284
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	4 133 565	3 787 087	3 978 603
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	210 000	160 387	176 928
Taxes d'affaires	43			
	44	4 343 565	3 947 474	4 155 531
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	37 834	36 819	37 834
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	37 834	36 819	37 834
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	4 430		4 430
	50	4 430		4 430
	51	7 628 724	7 354 204	7 589 079

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		39 814	5 877
Sécurité publique				
Police	53	50 000	118 029	52 169
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	214 465	913 312	299 166
Enlèvement de la neige	58		10 424	33 461
Autres	59		26 617	24 713
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	1 817 287	2 368 210	1 817 576
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		60 723	60 723
Réseau de distribution de l'eau potable	68		95 539	95 539
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	66 957	230 647	66 957
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	1 837 449	2 760 046	2 231 368
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		67 785	52 605
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79	30 277		
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83		651 122	457 496
Promotion et développement économique	84		96 702	91 185
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	14 308		16 170
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	313 237	344 462	336 411
Autres	88	34 189	131 823	20 500
Réseau d'électricité	89			
	90	4 378 169	7 818 553	5 505 654

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2013	2013	2013	2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	942 077	942 077	1 098 732
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	838 093	838 093	1 027 851
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	1 117 457	1 117 457	1 370 468
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	9 842	9 842	
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 907 469	2 907 469	3 497 051

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
TRANSFERTS (suite)	2013	2013	2013	2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	4 898 500	5 175 013	3 739 375
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	4 898 500	5 175 013	3 739 375
TOTAL DES TRANSFERTS	139	9 276 669	15 901 035	12 742 080

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	190 273	195 030	195 030
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	190 273	195 030	186 736
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	4 485	4 485	4 485
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	4 485	4 485	4 370
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	120 327	64 336	64 336
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	56 005	59 530	59 530
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	176 332	123 866	123 866
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	371 090	323 381	306 526

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	448 873	527 045	531 396
Sécurité publique	183	269 185	223 169	211 011
Transport				
Réseau routier	184	163 679	155 033	217 913
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	4 894 679	4 976 189	4 786 402
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	84 500	889 132	1 060 873
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	73 300	128 592	127 580
Loisirs et culture	193	1 459 627	1 533 409	7 051 544
Réseau d'électricité	194			
	195	7 393 843	8 432 569	13 986 719
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	7 764 933	8 755 950	14 293 245
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	330 500	666 479	674 636
Droits de mutation immobilière	198	4 500 000	4 976 398	5 094 144
Droits sur les carrières et sablières	199	600 000	729 748	679 727
Autres	200			
	201	5 430 500	6 372 625	6 448 507
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 330 000	3 562 295	3 486 628
INTÉRÊTS	203	985 000	1 542 012	1 232 252
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		1 788 199	100 283
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	150 000	1 523 069	892 952
Gain (perte) sur cession de placements	206			(20 000)
Contributions des promoteurs	207		11 147 240	7 699 114
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210		3 285	713 686
	211	150 000	14 461 793	9 386 035

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 552 633	1 429 805		1 429 805	1 429 805	1 343 824
Application de la loi	2	2 141 704	2 293 816		2 293 816	2 293 816	2 008 388
Gestion financière et administrative	3	6 333 144	6 554 475		6 554 475	6 554 475	5 758 475
Greffe	4	1 766 099	1 668 328		1 668 328	1 668 328	1 215 484
Évaluation	5	882 423	833 601		833 601	833 601	800 030
Gestion du personnel	6	2 213 822	2 131 471		2 131 471	2 131 471	1 895 461
Autres	7	759 487	813 196	790 988	1 604 184	1 604 184	1 387 042
	8	15 649 312	15 724 692	790 988	16 515 680	16 515 680	14 408 704
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	20 304 373	20 688 944	883 548	21 572 492	21 572 492	20 774 053
Sécurité incendie	10	7 691 957	7 697 039	371 001	8 068 040	8 068 040	7 629 744
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	27 996 330	28 385 983	1 254 549	29 640 532	29 640 532	28 403 797
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	5 964 107	6 143 251	6 957 936	13 101 187	13 101 187	12 221 439
Enlèvement de la neige	15	7 158 141	6 894 425		6 894 425	6 894 425	6 101 091
Éclairage des rues	16	2 117 928	2 066 351	95 879	2 162 230	2 162 230	2 065 777
Circulation et stationnement	17	1 327 797	1 477 677	137 371	1 615 048	1 615 048	1 415 867
Transport collectif							
Transport en commun	18	11 609 978	10 852 738	574 458	11 427 196	11 427 196	11 267 559
Transport aérien	19	344 055	300 575		300 575	300 575	324 637
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	28 522 006	27 735 017	7 765 644	35 500 661	35 500 661	33 396 370

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 225 869	3 244 602	1 157 403	4 402 005	4 402 005	4 253 013
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 840 798	3 653 282	2 152 439	5 805 721	5 805 721	5 765 739
Traitement des eaux usées	25	3 988 541	3 781 731	2 782 240	6 563 971	6 563 971	6 449 443
Réseaux d'égout	26	1 103 222	1 447 547	2 952 238	4 399 785	4 399 785	4 423 437
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	3 433 901	3 437 008		3 437 008	3 437 008	3 404 960
Élimination	28	2 868 528	2 941 181		2 941 181	2 941 181	2 913 756
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 008 069	1 894 876		1 894 876	1 894 876	1 877 207
Tri et conditionnement	30	96 709	195 747		195 747	195 747	193 922
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	1 052 389	1 063 197		1 063 197	1 063 197	1 053 283
Autres	34	291 613	249 404		249 404	249 404	247 080
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	102 327	141 260	21 275	162 535	162 535	166 524
Protection de l'environnement	38			52 195	52 195	52 195	139 682
Autres	39						
	40	21 011 966	22 049 835	9 117 790	31 167 625	31 167 625	30 888 046
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	307 000	606 251		606 251	606 251	263 576
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	129 983	119 768	752	120 520	120 520	123 092
	44	436 983	726 019	752	726 771	726 771	386 668
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 217 011	3 096 347	35 983	3 132 330	3 132 330	2 899 433
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		1 430 228		1 430 228	1 430 228	
Autres biens	47			8 333	8 333	8 333	791 926
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	2 244 615	1 798 815		1 798 815	1 798 815	1 966 261
Tourisme	49	182 941	207 496		207 496	207 496	177 670
Autres	50		2 283 452	4 942	2 288 394	2 288 394	309 878
Autres	51						
	52	5 644 567	8 816 338	49 258	8 865 596	8 865 596	6 145 168

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 068 877	1 791 134		1 791 134	1 526 984
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 673 236	1 636 468		1 636 468	1 578 263
Piscines, plages et ports de plaisance	55	649 755	617 352		617 352	639 397
Parcs et terrains de jeux	56	5 996 219	5 807 436	1 193 819	7 001 255	6 457 418
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	730 159	704 056		704 056	7 889 644
Autres	59	823 638	834 410		834 410	839 584
	60	11 941 884	11 390 856	1 193 819	12 584 675	19 199 887
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 707 077	1 677 672		1 677 672	1 691 957
Bibliothèques	62	3 225 756	3 113 388	178 380	3 291 768	3 360 282
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63			113 371	113 371	113 371
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	409 833	414 952		414 952	372 788
	66	5 342 666	5 206 012	291 751	5 497 763	5 538 398
	67	17 284 550	16 596 868	1 485 570	18 082 438	24 697 650
	68					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	6 049 115	5 358 679		5 358 679	5 384 443
Autres frais	70					5 760 583
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		1 936 200		1 936 200	1 624 900
Autres	72	65 942	125 534		125 534	119 339
	73	6 115 057	7 420 413		7 420 413	7 446 177
	74	19 650 051	20 464 551	(20 464 551)		
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Ce taux a été établi par la direction de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Deloitte, S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)

Brossard, Québec

1-CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

DATE 2013-04-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	111 510 479
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	29 404
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u>270 174</u>
Total partiel	4	<u>111 810 057</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	922 281
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 575 064
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	415 721
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>14 913 066</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>96 896 991</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	9 131 419 744
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	9 229 968 836
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	9 180 694 290

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	96 896 991
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	9 180 694 290
Taux global de taxation réel de 2013	6	[1] , [0 5 5 4] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	9 568 061	4 302 245	5 413 424
Usines de traitement de l'eau potable	2	743 732	828 707	519 540
Usines et bassins d'épuration	3	515 712	684 118	737 315
Conduites d'égout	4	5 456 284	6 592 854	8 143 049
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 684 933	17 929 881	14 369 864
Ponts, tunnels et viaducs	7	500 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8		50 812	95 207
Aires de stationnement	9	718 597	153 823	
Parcs et terrains de jeux	10	1 770 245	1 578 294	500 484
Autres infrastructures	11	260 706		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 026 524	47 454	432 827
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 624 345	284 086	231 430
Améliorations locatives	15	10 361		
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 286 902	1 330 934	1 312 433
Ameublement et équipement de bureau	18		380 329	648 649
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 961 052	738 616	928 487
Terrains	20	3 540 792	11 155 686	1 330 914
Autres	21	65 325	34 351	
	22	40 733 571	46 092 190	34 663 623

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		145 132	327 591
Usines de traitement de l'eau potable	24		208 377	486 218
Usines et bassins d'épuration	25		605 532	380 574
Conduites d'égout	26		301 612	1 742 810
Autres infrastructures	27		11 707 266	6 966 083
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		4 157 113	5 085 833
Usines de traitement de l'eau potable	29		620 330	33 322
Usines et bassins d'épuration	30		78 586	356 741
Conduites d'égout	31		6 291 242	6 400 239
Autres infrastructures	32		8 005 544	7 999 472
Autres immobilisations	33		13 971 456	4 884 740
	34		46 092 190	34 663 623

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	151 756 000	31 621 800	17 303 800	166 074 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	4 616 262		1 082 802	3 533 460
Organismes municipaux	4	27 586		27 586	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	1 433 810			1 433 810
	7	157 833 658	31 621 800	18 414 188	171 041 270
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	234 202	67 649	155 965	145 886
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	76 378 561	3 639 275	8 672 897	71 344 939
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	64 277 972	26 744 804	7 628 431	83 394 345
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	140 890 735	30 451 728	16 457 293	154 885 170
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 510 308	(63 196)	364 234	3 082 878
Organismes municipaux	17	27 586		27 586	
Autres tiers	18				
	19	3 537 894	(63 196)	391 820	3 082 878
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	3 537 894	(63 196)	391 820	3 082 878
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	13 405 029	1 233 267	1 565 074	13 073 222
Prêts	23				
Autres	24				
	25	16 942 923	1 170 071	1 956 894	16 156 100
	26	157 833 658	31 621 799	18 414 187	171 041 270
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	157 833 658	31 621 799	18 414 187	171 041 270

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	467 114	467 113	464 038
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 821	5 821	5 340
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	24 279	24 281	24 279
Transport collectif	9	370 000	309 431	337 352
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	9 751 209	9 781 413	9 690 208
Cours d'eau	13	19 327	19 469	18 589
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	129 137	129 137	106 978
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	615 331	615 330	562 625
Autres	21	182 941	207 496	177 670
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	65 020	40 466	40 455
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 630 179	11 599 957	11 427 534

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	105,00	35,00	10 280 641	3 195 072	13 475 713
Professionnels	2					
Cols blancs	3	219,00	32,50	11 730 408	3 473 080	15 203 488
Cols bleus	4	160,00	40,00	9 321 479	2 893 848	12 215 327
Policiers	5	119,00	37,80	9 677 765	3 156 283	12 834 048
Pompiers	6	56,00	43,00	3 782 272	1 306 570	5 088 842
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	659,00		44 792 565	14 024 853	58 817 418
Élus	9	13,00		636 112	129 128	765 240
	10	672,00		45 428 677	14 153 981	59 582 658

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	1 954 021	414 189		2 368 210
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		60 723		60 723
Réseau de distribution de l'eau potable	13		514 585	419 047	933 632
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15		789 376	558 728	1 348 104
Autres	16	8 411 365	2 359 958	419 043	11 190 366
	17	10 365 386	4 138 831	1 396 818	15 901 035

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	2 293 816	27		53	2 293 816	79		105	2 293 816	131
Évaluation	2	833 601	28		54	833 601	80		106	833 601	132
Autres	3	12 597 275	29	790 988	55	13 388 263	81	527 045	107	12 861 218	133
	4	15 724 692	30	790 988	56	16 515 680	82	527 045	108	15 988 635	134
Sécurité publique											
Police	5	20 688 944	31	883 548	57	21 572 492	83	181 578	109	21 390 914	135
Sécurité incendie	6	7 697 039	32	371 001	58	8 068 040	84	236 621	110	7 831 419	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	28 385 983	35	1 254 549	61	29 640 532	87	418 199	113	29 222 333	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	6 143 251	36	6 957 936	62	13 101 187	88	127 476	114	12 973 711	140
Enlèvement de la neige	11	6 894 425	37		63	6 894 425	89		115	6 894 425	141
Autres	12	3 544 028	38	233 250	64	3 777 278	90		116	3 777 278	142
Transport collectif	13	11 153 313	39	574 458	65	11 727 771	91	5 041 040	117	6 686 731	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	27 735 017	41	7 765 644	67	35 500 661	93	5 168 516	119	30 332 145	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	3 244 602	42	1 157 403	68	4 402 005	94		120	4 402 005	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 653 282	43	2 152 439	69	5 805 721	95	524 950	121	5 280 771	147
Traitement des eaux usées	18	3 781 731	44	2 782 240	70	6 563 971	96		122	6 563 971	148
Réseaux d'égout	19	1 447 547	45	2 952 238	71	4 399 785	97	297 875	123	4 101 910	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	6 378 189	46		72	6 378 189	98		124	6 378 189	150
Matières recyclables	21	3 403 224	47		73	3 403 224	99		125	3 403 224	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	141 260	49	21 275	75	162 535	101	157 364	127	5 171	153
Protection de l'environnement	24		50	52 195	76	52 195	102		128	52 195	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	22 049 835	52	9 117 790	78	31 167 625	104	980 189	130	30 187 436	156

Déposé le "2014-05-22"

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

S44-2

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
			+	=		-			
Santé et bien-être									
Logement social	157	606 251	172	187	606 251	202	217	606 251	232
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233
Autres	159	119 768	174	752	120 520	204	219	120 520	234
	160	726 019	175	752	726 771	205	220	726 771	235
Aménagement, urbanisme et développement									
Aménagement, urbanisme et zonage	161	3 096 347	176	35 983	3 132 330	206	128 592	3 003 738	236
Rénovation urbaine	162	1 430 228	177	8 333	1 438 561	207	222	1 438 561	237 75 073
Promotion et développement économique	163	4 289 763	178	4 942	4 294 705	208	223	4 294 705	238 768 354
Autres	164		179	194		209	224		239
	165	8 816 338	180	49 258	8 865 596	210	128 592	8 737 004	240 843 427
Loisirs et culture									
Activités récréatives	166	11 390 856	181	1 193 819	12 584 675	211	1 241 618	11 343 057	241 392 124
Activités culturelles									
Bibliothèques	167	3 113 388	182	178 380	3 291 768	212	120 472	3 171 296	242 111 380
Autres	168	2 092 624	183	113 371	2 205 995	213	171 319	2 034 676	243
	169	16 596 868	184	1 485 570	18 082 438	214	1 533 409	16 549 029	244 503 504
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245
	171	120 034 752	186	20 464 551	140 499 303	216	8 755 950	131 743 353	246 7 420 413

36-2

Déposé le "2014-05-22"

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013***Non audité*

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	45 614 379	33 761 754
Frais de financement	4	477 811	415 871
Autres	5		
	6	46 092 190	34 177 625

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 520 265	2 997 237
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 520 265	2 997 237
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	7 744 863	6 506 027
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8	(6 506 000)	(2 982 999)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 238 863	3 523 028
Solde à la fin de l'exercice	12	7 759 128	6 520 265
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	13 030 456	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		12 885 168
Solde redressé au début de l'exercice	15	13 030 456	12 885 168
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 685 080)	145 288
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 685 080)	145 288
Solde à la fin de l'exercice	22	11 345 376	13 030 456
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	13 621 280	23 708 518
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(12 885 168)
Solde redressé au début de l'exercice	25	13 621 280	10 823 350
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	3 472 577	3 383 229
Activités d'investissement	27	(6 868 487)	(3 877 663)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	6 506 000	2 982 999
Financement des investissements en cours	29	299 102	309 365
	30	3 409 192	2 797 930
Solde à la fin de l'exercice	31	17 030 472	13 621 280

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(16 068 155)	(13 213 325)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(11 090 408)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(27 158 563)	(13 213 325)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(1 726 200)	(2 500 800)
Autres	37	(92 300)	(92 300)
Régimes non capitalisés	38	(489 100)	(449 500)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	(813 805)	(3 170)
	41	(1 309 195)	(2 854 830)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(1 515 371)	()
	43	(2 824 566)	(2 854 830)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	378 162	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	1 687 400	
	46	2 065 562	
Solde à la fin de l'exercice	47	(27 917 567)	(16 068 155)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(14 797 888)	(10 886 700)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(14 797 888)	(10 886 700)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	911 260	(3 601 823)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(299 102)	(309 365)
	55	612 158	(3 911 188)
Solde à la fin de l'exercice	56	(14 185 730)	(14 797 888)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	297 932 875	279 994 907
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	(4 355 700)	
Solde redressé au début de l'exercice	59	293 577 175	279 994 907
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	18 724 548	17 937 968
Solde à la fin de l'exercice	63	312 301 723	297 932 875

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7	8
	1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	777 792			299 102		75 532		1 001 362
Montant réservé pour le service de la dette								
	777 792			299 102		75 532		1 001 362

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/>	\$
		% de la valeur locative	
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	%

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxes foncières (immeubles résiduelles)	,6898	1	
Taxes foncières (inr)	1,8296	1	
Taxes foncières (6 logements et plus)	,7414	1	
Taxes foncières spéciales dettes			
Secteur Saint-Jean-sur-Richelieu	,0945	1	
Secteur Saint-Luc	,0130	1	
Secteur Iberville	,1283	1	
Secteur Saint-Athanase	,0359	1	
Secteur L'Acadie	,1970	1	
Taxes foncières spéc.immobilisations			
Zone A	,0002	1	
Zone A et B	,0166	1	
Zone C et D	,0229	1	
Zone h	,0004	1	
Zone l	,0010	1	
Zone L	,0149	1	
Zone K	,0062	1	
Zone O	,0005	1	
Zone p	,0004	1	
Zone M	,0265	1	
Taxes foncières (environnement)	,0100	1	
Taxes foncières (réhabilitation infra)	,0273	1	
Taxes foncières (immeuble industriel)	2,1688	1	
Autres			
Eau et égoûts.	35,8000	7	Par chambre
Eau et égoûts.au compteur	,0840	7	Par mètres cubes d'eau
Eau.au compteur	,4000	7	Par mètres cubes d'eau
Eau.au compteur sans compensation	2,7000	7	Par mètres cubes d'eau
Compteur diamètre 0 à 25 mm	80,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 25 à 50 mm	160,0000	7	Par compteur

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compteur diamètre 50 à 75 mm	240,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 75 à 100 mm	320,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 100 à 125 mm	400,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 125 à 150 mm	480,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 150 et plus	560,0000	7	Par compteur
Compensations services municipaux			
Secteur Iberville	,9036	1	
Secteur Iberville (Secteur industriel)	,9519	1	
Secteur Saint-Luc	1,3853	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	517 385 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	270 174 \$	
b) autres formes d'aide	14	829 734 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	1 350 351 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
(no) (rue)
188 Jacques-Cartier Niord J3B 7B2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 357-2233
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 357-2286
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ra.leblanc@ville.saint-jean-sur-richelie

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Raymond LeBlanc

Téléphone (450) 357-2233
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 357-2286
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ra.leblanc@ville.saint-jean-sur-richelie

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables Professionnels Agréés

Adresse 4605-A Boul.Lapinière bureau 200
(no) (rue)
Brossard J4Z 3T5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 618-4270
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 618-6420
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dherard@deloitte.ca

Responsable du dossier Denis Hérard CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Raymond LeBlanc , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-20 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Jean-sur-Richelieu consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Jean-sur-Richelieu détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 20 815 566 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,0554 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-10-02 13:45:23

Date de transmission au Ministère : 2014/05/22

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Saint-Jean-sur-Richelieu

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus						
Fonctionnement	1	144 103 524	146 360 986	155 402 399	6 301 755	161 318 264
Investissement	2	11 909 851		14 057 994		14 057 994
	3	156 013 375	146 360 986	169 460 393	6 301 755	175 376 258
Charges	4	138 375 179	142 310 822	147 919 716	7 026 866	154 560 692
Excédent (déficit) de l'exercice	5	17 638 196	4 050 164	21 540 677	(725 111)	20 815 566
Moins : revenus d'investissement	6	(11 909 851)	()	(14 057 994)	()	(14 057 994)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	5 728 345	4 050 164	7 482 683	(725 111)	6 757 572
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	20 008 950	19 650 051	20 464 551	96 449	20 561 000
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	700 026		1 515 371		1 515 371
Remboursement de la dette à long terme	10	(15 298 863)	(15 619 459)	(18 022 365)	(1 044)	(18 021 321)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(4 525 946)	(6 262 151)	(5 616 820)	()	(5 616 820)
Excédent (déficit) accumulé	12	(673 687)	(1 818 605)	(478 302)	627 618	149 316
Autres éléments de conciliation	13	567 202		2 399 745		2 399 745
	14	777 682	(4 050 164)	262 180	725 111	987 291
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 506 027		7 744 863		7 744 863

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
				Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	40 393 570	23 813 200	23 572 904
Autres	2	31 204 591	42 060 108	42 199 797
	3	71 598 161	65 873 308	65 772 701
Passifs				
Dette à long terme	4	157 333 410	170 016 215	170 016 215
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	7 005 500	10 521 200	10 521 200
Autres	6	47 429 109	51 313 255	52 279 378
	7	211 768 019	231 850 670	232 816 793
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(140 169 858)	(165 977 362)	(167 044 092)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	425 689 417	448 186 703	448 799 608
Autres	10	14 719 274	24 124 061	24 134 280
	11	440 408 691	472 310 764	472 933 888
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	6 520 265	7 759 128	7 759 128
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	26 651 736	28 375 848	27 319 335
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	16 068 155 ) (	27 917 567 ) (	27 917 567) (
Financement des investissements en cours	15	(14 797 888)	(14 185 730)	(14 185 730)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	297 932 875	312 301 723	312 914 630
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	300 238 833	306 333 402	305 889 796

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-JEAN)	19	63 244	71 152
- SURPLUS RÉSERVÉ (IBERVILLE)	20	120 054	120 054
- SURPLUS RÉSERVÉ (L'ACADIE)	21	21 373	109 390
- SURPLUS RÉSERVÉ (VILLE)	22	11 140 705	12 729 860
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	11 345 376	13 030 456
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	(1 056 513)	
	30	10 288 863	13 030 456
Réserves financières			
Fonds réservés	31	17 030 472	13 621 280
	32		
	33	27 319 335	26 651 736

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	106 529 678	110 795 160	111 510 479	111 510 479
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 589 079	7 628 724	7 354 204	7 354 204
Quotes-parts	3				
Transferts	4	9 153 844	9 276 669	12 993 566	13 090 268
Services rendus	5	8 692 293	7 764 933	8 755 950	14 570 442
Autres	6	12 138 630	10 895 500	14 788 200	14 792 871
	7	144 103 524	146 360 986	155 402 399	161 318 264
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	3 497 051		2 907 469	2 907 469
Autres	11	8 412 800		11 150 525	11 150 525
	12	11 909 851		14 057 994	14 057 994
	13	156 013 375	146 360 986	169 460 393	175 376 258

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2013	2012
Administration générale						
Évaluation	1	882 423	833 601	833 601	833 601	800 030
Autres	2	14 766 889	14 891 091	790 988	15 682 079	13 608 674
Sécurité publique						
Police	3	20 304 373	20 688 944	883 548	21 572 492	20 774 053
Sécurité incendie	4	7 691 957	7 697 039	371 001	8 068 040	7 629 744
Autres	5					
Transport						
Réseau routier	6	16 567 973	16 581 704	7 191 186	23 772 890	21 804 174
Transport collectif	7	11 954 033	11 153 313	574 458	11 727 771	11 592 196
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	11 158 430	12 127 162	9 044 320	21 171 482	20 891 632
Matières résiduelles	10	9 751 209	9 781 413		9 781 413	9 690 208
Autres	11	102 327	141 260	73 470	214 730	306 206
Santé et bien-être	12	436 983	726 019	752	726 771	386 668
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	3 217 011	3 096 347	35 983	3 132 330	2 899 433
Promotion et développement économique	14	2 427 556	4 289 763	4 942	4 294 705	2 453 809
Autres	15		1 430 228	8 333	1 438 561	791 926
Loisirs et culture	16	17 284 550	16 596 868	1 485 570	18 082 438	24 469 688
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	6 115 057	7 420 413		7 446 177	7 504 822
Amortissement des immobilisations	19	19 650 051	20 464 551	(20 464 551)		
	20	142 310 822	147 919 716		147 919 716	154 560 692
						145 603 263

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3